

追加議定書

I 一九百七十四年から一九百七十九年までの期間の連合の経費に関する追加議定書

1

管理理事会は、
管理理事会
事務総局

国際周波数登録委員会

国際諮問委員会の事務局

連合の研究所及び技術的施設

の年次経費が、千九百七十四年から次回の全権委員会議までの年次について次の金額を超えないように連合の年次予算を定める権限を与えられる。

千九百七十四年	三五、〇〇〇、〇〇〇スイス・フラン
千九百七十五年	三六、六五〇、〇〇〇スイス・フラン
千九百七十六年	三六、六〇〇、〇〇〇スイス・フラン
千九百七十七年	三七、六〇〇、〇〇〇スイス・フラン
千九百七十八年	三八、八〇〇、〇〇〇スイス・フラン
千九百七十九年	三九、九八〇、〇〇〇スイス・フラン
千九百七十九年後の年次については、年次予算は、各年次につきその前年度について定められた金額の三パーセントを超えて増加することができない。	

2 管理理事会は、国際周波数登録委員会の委員の交替に伴う経費を賄うため1に定める限度額を超える権限を与えられる

PROTOCOLS ADDITIONNELS

PROTOCOLE ADDITIONNEL I

Dépenses de l'Union pour la période de 1974 à 1979

1. Le Conseil d'administration est autorisé à établir le budget annuel de l'Union de telle sorte que les dépenses annuelles:

- du Conseil d'administration,
- du Secrétaire général,
- du Comité international d'entretenement des fréquences
- des secrétaires des Comités consultatifs internationaux.
- des laboratoires et installations techniques de l'Union.

ne dépassent pas les sommes d'après pour les années 1974 et suivantes, jusqu'à la prochaine Conférence de plénipotentiaires:

33 000 000 francs suisses pour l'année 1974
36 650 000 francs suisses pour l'année 1975
36 600 000 francs suisses pour l'année 1976
37 600 000 francs suisses pour l'année 1977
38 800 000 francs suisses pour l'année 1978,
39 980 000 francs suisses pour l'année 1979;

Pour les années postérieures à 1979, les budgets annuels ne devront pas dépasser de plus de 3 % chaque année la somme fixée pour l'année précédente.

2. Le conseil d'administration est autorisé à dépasser les limites fixées au paragraphe 1 ci-dessus pour couvrir les dépenses relatives au remplacement éventuel de membres du Comité international d'entretenement des

(この会議の決議第三号参照)。

3 管理理事会は、条約第九一号に掲げる会議及び国際諮問委員会の会合に関する経費を承認することができる。

3.1 管理理事会が場合により3.2の規定を考慮して採択する3の経費に係る予算は、千九百七十四年から千九百七十九年までの期間について、次の金額を超えることができない。

千九百七十四年	六、六〇〇、〇〇〇スイス・フラン
千九百七十五年	二、九〇〇、〇〇〇スイス・フラン
千九百七十六年	一、〇〇〇、〇〇〇スイス・フラン
千九百七十七年	三、四〇〇、〇〇〇スイス・フラン
千九百七十八年	三、〇〇〇、〇〇〇スイス・フラン
千九百七十九年	一、四〇〇、〇〇〇スイス・フラン

3.2 (a) 全権委員会、(b) 海上無線通信世界主管庁会議、(c) 衛星放送業務のための計画を作成する無線通信世界主管庁会議、(d) 航空移動(R)業務に関する無線通信世界主管庁会議又は(e)無線通信規則を改正するための世界主管庁会議が千九百七十四年から千九百七十九年までの間に開催されない場合には、これらの年次について承認された総額から、(a)については三、八〇〇、〇〇〇スイス・フラン、(b)については三、一二四、〇〇〇スイス・フラン、(c)については三、二〇〇、〇〇〇スイス・フラン、(d)については一、九五〇、〇〇〇スイス・フラン及び(e)については四、八〇〇、〇〇〇スイス・フランが差し引かれる。

全権委員会が千九百七十九年に開催されない場合には、管理理事会は、同年後の各年次について、条約第九一号に掲げる会議及び国際諮問委員会の会合に関する経費と

fréquences (voir la Résolution N° 3 de la présente Conférence).

3. Le Conseil d'administration peut autoriser les dépenses relatives aux conférences visées au numéro 91 de la Convention ainsi qu'aux réunions des Comités consultatifs internationaux.

3.1 Durant les années 1974 à 1979 le budget adopté par le Conseil d'administration, compte tenu éventuellement des dispositions de l'alinéa 3.2 ci-dessous, ne doit pas dépasser les montants suivants:

6 600 000 francs suisses pour l'année 1974
2 900 000 francs suisses pour l'année 1975
1 000 000 francs suisses pour l'année 1976
3 400 000 francs suisses pour l'année 1977
3 000 000 francs suisses pour l'année 1978
1 400 000 francs suisses pour l'année 1979.

3.2 Si a) la Conférence de plénipotentiaires, b) une conférence administrative mondiale des radiocommunications maritimes, c) une conférence administrative mondiale des radiocommunications chargée d'établir un plan pour le service de radiodiffusion par satellite, d) une conférence administrative mondiale des radiocommunications du service mobile aéronautique (R) ou e) une conférence administrative mondiale chargée de réviser les Règlements des radiocommunications ne deviennent pas se réunir au cours des années 1974 à 1979, le total des montants autorisés pour ces années serait réduit de 3 800 000 francs suisses pour a), 3 124 000 francs suisses pour b), 3 200 000 francs suisses pour c), 1 950 000 francs suisses pour d) et 4 800 000 francs suisses pour e).

Si la Conférence de plénipotentiaires ne se réunit en 1979, le Conseil d'administration autorisera, année par année, pour les années postérieures à 1979, les crédits qu'il jugera opportun d'affecter au titre des dépenses relatives aux conférences visées au numéro 91 de la Convention ainsi qu'aux réunions des Comités consultatifs internationaux.

して割り当てることを適当と認める金額を承認する。

3.3 管理理事会は、3.1に定める各年次の経費の限度額を超える経費が次に掲げる金額で賄うことができる場合には、これを承認することができる。

前年度からの繰越金

4 次年度以降から控除することができる金額

管理理事会は、次のものを考慮するため、1及び3に定める限度額を超える権限を与えられる。

4.1 俸給表、年金掛金又は手当（国際連合がジュネーブにおいて勤務するその職員に適用することを認める勤務地手当を含む。）の増額

4.2 連合に追加の経費を必要とさせるようなスイス・フランと合衆国ドルとの間の為替相場の変動

5 管理理事会は、できる限りの節減を行う使命を有する。このため、管理理事会は、毎年、承認される経費を、必要があるときは4の規定を考慮して、1及び3に定める範囲内で、連合の必要に応ずることができる最低の水準に定める義務を有する。

6 管理理事会は、1から4までの規定に従って使用することができる金額が連合の良好な運営を確保するために不十分であると認められた場合には、連合員と正式に協議してその過半数の承認を得たときに限り、その金額を超えて使用することができる。連合員と協議する場合には、管理理事会は、このような措置を必要とする事実について十分な説明を行わなければならない。

7 世界主管庁会議及び国際諮問委員会の総会は、財政上の影

3.3 Le Conseil d'administration peut autoriser un dépassement des limites annuelles fixées à l'alinéa 3.1 ci-dessus, si ce dépassement peut être compensé par des sommes s'inscrivant dans les limites des dépenses:
— demeures disponibles sur une année précédente,
— ou à prélever sur une année future.

4. Le Conseil d'administration est autorisé à dépasser les limites fixées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pour tenir compte:

4.1 des augmentations des échelles de traitement, des contributions au titre des pensions ou indemnités, y compris les indemnités de poste, admises par les Nations Unies pour être appliquées à leur personnel en fonctions à Genève;

4.2 les fluctuations du cours du change entre le franc suisse et le dollar des Etats-Unis qui entraîneraient pour l'Union des dépenses supplémentaires.

5. Le Conseil d'administration a mission de réaliser toutes les économies possibles. A cette fin, il se doit de fixer chaque année les dépenses autorisées au niveau le plus bas possible comparable avec les besoins de l'Union, dans les limites fixées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus, en tenant compte, le cas échéant, des dispositions du paragraphe 4.

6. Si les crédits que le Conseil d'administration peut autoriser en application des dispositions des paragraphes 1 à 4 ci-dessus se révèlent insuffisants pour assurer le bon fonctionnement de l'Union, le Conseil ne peut dépasser ces crédits qu'avec l'approbation de la majorité des Membres de l'Union dûment consultés. Toute consultation des Membres de l'Union doit comporter un exposé complet des faits justifiant une telle demande.

7. Avant d'examiner des propositions susceptibles d'avoir des répercus-

響を生ずるおそれがある提議を審議するに先立ち、これに關する追加の経費の見積りを行わなければならない。

8 主管庁會議又は國際諮問委員會の總會のいかなる決定も、管理理事會が1から4までの規定又は6に定める条件に従つて使用することができる金額を超えて経費の直接又は間接の増加をもたらす場合には、実施されない。

II 分担等級の選定のため連合員が従うべき手続に關する追加議定書

1 連合員は、國際電気通信條約（千九百七十三年マラガートレモリノス）第九二号に掲げる分担等級表から選定した分担等級を千九百七十四年七月一日前に事務總局長に通告しなければならない。

2 1の規定に従つて千九百七十四年七月一日前に決定を通告しない連合員は、モントルー條約（千九百六十五年）の制度の下で選定した單位数に従つて分担しなければならない。

III 國際連合が國際連合憲章第七十五條の規定に従つて委任された事項を遂行するに際して國際電気通信條約を適用することを可能にするための措置に關する追加議定書

國際電気通信連合全權委員會會議（千九百七十三年マラガート

sions financières, les conférences administratives mondiales et les assemblées plénières des Comités consultatifs internationaux devront disposer d'une estimation des dépenses supplémentaires y afférentes.

8. Il ne sera donné suite à aucune décision d'une conférence administrative ou d'une assemblée plénière d'un Comité consultatif international ayant pour conséquence une augmentation directe ou indirecte des dépenses au-delà des crédits dont le Conseil d'administration peut disposer aux termes des paragraphes 1 à 4 ci-dessus ou dans les conditions prévues au paragraphe 6.

PROTOCOLE ADDITIONNEL II

Procédure à suivre par les Membres en vue du choix de leur classe de contribution

1. Tout Membre devra, avant le 1^{er} juillet 1974, notifier au secrétaire général la classe de contribution choisie par lui dans le tableau des classes de contributions figurant au numéro 92 de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973).

2. Les Membres qui auront omis de faire connaître leur décision avant le 1^{er} juillet 1974, en application des stipulations du paragraphe 1 ci-dessus, seront tenus de contribuer conformément au nombre d'unités soucrit par eux sous le régime de la Convention de Montreux (1965).

PROTOCOLE ADDITIONNEL III

Measures propres à donner aux Nations Unies la possibilité d'appliquer la Convention en ce qui concerne tout mandat exécuté en vertu de l'article 75 de la Charte des Nations Unies

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), a décidé de prendre les

分担等級
の選定の
ため連合
員が従う
べき手続
に關する
追加議定
書

國際連合
が國際連
合憲章第
七十五條
の規定に
従つて委
任された
事項を遂
行するに

際して國際電氣通信條約を適用することを得るに能くする措置に関する追加議定書

パプア・ニューギニアの權利を保護するための措置に関する追加議定書

レモリノス）は、準連合員の資格を廃止すると同會議の決定に伴い、國際連合による國際電氣通信條約の適用の継続を可能にするため、次の措置をとることを決定した。

國際連合が國際連合憲章第七十五條の規定に従つて國際電氣通信條約（千九百六十五年モントルー）の下で現に享有している可能性は、國際電氣通信條約（千九百七十三年マラガイトレモリノス）が効力を生じたときは、同條約の下においても継続することが合意された。個々の場合については、連合の管理理事會が審査する。

IV パプア・ニューギニアの權利を保護するための措置に関する追加議定書

國際電氣通信連合全權委員會議（千九百七十三年マラガイトレモリノス）は、準連合員の資格を廃止すると同會議の決定に伴い、パプア・ニューギニアの權利を保護するため、暫定的に適用すべき次の取極を合意した。

1 國際電氣通信條約（千九百七十三年マラガイトレモリノス）が効力を生じたときは、パプア・ニューギニアが保有している準連合員としての地位は、そのまま維持されるものとし、パプア・ニューギニアは、連合員と同一の權利及び義務を有する。ただし、連合の會議及び連合の機關の會合における投票權並びに國際周波數登録委員會に対する候補者を指名する權利を有せず、また、管理理事會に対する被選舉資格も有しない。

mesures suivantes afin de donner aux Nations Unies la possibilité de continuer à appliquer la Convention internationale des télécommunications à la suite de la décision de la Conférence de supprimer la qualité de Membre associé.

Il est convenu que la possibilité dont jouissent actuellement les Nations Unies conformément aux dispositions de l'article 75 de la Charte des Nations Unies, aux termes de la Convention internationale des télécommunications (Montroux, 1965), sera reconduite aux termes de la Convention de Malaga-Torremolinos (1973) dès l'entrée en vigueur de cette Convention. Chaque cas sera examiné par le Conseil d'administration de l'Union.

PROTOCOLE ADDITIONNEL IV

Mesures destinées à protéger les droits de Papoua-Nouvelle-Guinée

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) a décidé des arrangements suivants, qui seront appliqués à titre temporaire, afin de protéger les droits de Papoua-Nouvelle-Guinée, alors que cette Conférence s'est prononcée pour la suppression de la qualité de Membre associé :

1. Lorsque la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) entrera en vigueur, le statut de Membre associé de l'Union, qui est actuellement celui de Papoua-Nouvelle-Guinée, restera inchangé, avec les droits et obligations des Membres de l'Union, à l'exception du droit de vote aux conférences et réunions des organes de l'Union et de celui de présenter des candidats au Comité international d'enregistrement des fréquences. Ce pays ne sera pas non plus éligible au Conseil d'administration.

2 バブア・ニューギニアは、したがって、国際電気通信条約（千九百六十五年モントルー）に定める準連合員の地位に相当する特別の地位をもつて国際電気通信条約（千九百七十三年マラガイトレモリノス）に署名し、かつ、これを批准することができ。その後、バブア・ニューギニアは、準連合員という構成員の地位が国際電気通信条約（千九百七十三年マラガイトレモリノス）の下においても継続しているかのように、準連合員の権利及び義務に相当する権利及び義務を伴う地位をマラガイトレモリノス条約の下において有する。この状態は、バブア・ニューギニアが、マラガイトレモリノス条約の関係規定に従つて連合の完全な連合員となる時まで認められる。

V 事務総局長及び事務総局次長が就任する日に関する追加議定書

マラガイトレモリノス全権委員会（千九百七十三年）が定める条件に従つて同会議が選挙した事務総局長及び事務総局次長は、千九百七十四年一月一日に就任する。

VI 経過の取極に関する追加議定書

国際電気通信連合全権委員会（千九百七十三年マラガイトレモリノス）は、マラガイトレモリノス国際電気通信条約（千

2. Ce pays peut en conséquence signer et ratifier la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), au titre d'un statut spécial comparable à celui de Membre associé, tel qu'il est défini dans la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965). Par la suite, ce pays bénéficiera, en vertu de la Convention de Malaga-Torremolinos, d'un statut comparable à celui de Membre associé, avec les droits et obligations qui en découlent, comme si cette catégorie de Membre était maintenue dans la nouvelle Convention. Cette situation se poursuivra jusqu'au moment où Papua-Nouvelle-Guinée deviendra Membre à part entière de l'Union, au titre des dispositions pertinentes de la Convention de Malaga-Torremolinos.

PROTOCOLE ADDITIONNEL V

Date d'entrée en fonctions du secrétaire général et du vice-secrétaire général

Le secrétaire général et le vice-secrétaire général élus par la Conférence de plénipotentiaires de Malaga-Torremolinos (1973) dans les conditions fixées par cette même Conférence entreront en fonctions le 1^{er} janvier 1974.

PROTOCOLE ADDITIONNEL VI

Arrangements transitoires

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) a décidé des dispositions suivantes qui seront appliquées à titre provisoire jusqu'à l'entrée en vigueur

事務総局長及び事務総局次長が就任する日に関する追加議定書
経過の取極に関する追加議定書

九百七十三年)が効力を生ずるまでの間暫定的に適用される次の規定を定めた。

1 管理理事会は、同会議が同条約で定める手続に従つて選挙した三十六の連合員で構成する。管理理事会は、選挙後速やかに会合し、同条約により付託される任務を遂行することができる。

2 管理理事会がその第一回会期中に選挙する議長及び副議長は、管理理事会の千九百七十五年の年次会期の初めに行われるこれらの者の後任者の選挙の時まで、その職にとどまる。

以上の証拠として、各全権委員は、英語、中国語、スペイン語、フランス語及びロシア語により本書一通を作成してこれらの追加議定書に署名した。これらの議定書は、国際電気通信連合に寄託保存する。国際電気通信連合は、その謄本一通を各署名国に交付する。

千九百七十三年十月二十五日にマラガイトレモリノスで作成した。

(条約の署名に同じ。)

de la Convention internationale des télécommunications de Malaga-Torremolinos (1973):

1. Le Conseil d'administration sera composé de trente-six Membres élus par la Conférence selon la procédure fixée par ladite Convention. Le Conseil pourra se réunir aussitôt après son élection et exécuter les tâches que la Convention lui confie.

2. Le président et le vice-président que le Conseil d'administration élira au cours de sa première session resteront en fonctions jusqu'à l'élection de leurs successeurs, qui aura lieu à l'ouverture de la session annuelle de 1975 du Conseil.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé ces Protocoles additionnels en un exemplaire et en chacune des langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe. Ces Protocoles resteront déposés aux archives de l'Union internationale des télécommunications, laquelle en remettra une copie à chacun des pays signataires.

Fait à Malaga-Torremolinos, le 25 octobre 1973.

Suivent les mêmes signatures que pour la Convention.

INTERNATIONAL TELECOMMUNICATION CONVENTION

FIRST PART

BASIC PROVISIONS

Preamble

1 While fully recognizing the sovereign right of each country to regulate its telecommunication, the plenipotentiaries of the Contracting Governments, with the object of facilitating relations and cooperation between the peoples by means of efficient telecommunication services, have agreed to establish this Convention which is the basic instrument of the International Telecommunication Union.

CHAPTER I

Composition, Purposes and Structure of the Union

ARTICLE 1

Composition of the Union

- 2 1. The International Telecommunication Union shall comprise Members which, having regard to the principle of universality and the desirability of universal participation in the Union, shall be:
 - 3 *a*) any country listed in Annex 1 which signs and ratifies, or accedes to, the Convention;
 - 4 *b*) any country, not listed in Annex 1, which becomes a Member of the United Nations and which accedes to the Convention in accordance with Article 46;
 - 5 *c*) any sovereign country, not listed in Annex 1 and not a Member of the United Nations, which applies for Membership of the Union and which, after having secured approval of such application by two-thirds of the Members of the Union, accedes to the Convention in accordance with Article 46.

- 6 2. For the purpose of 5, if an application for Membership is made, by diplomatic channel and through the intermediary of the country of the seat of the Union, during the interval between two Plenipotentiary Conferences, the Secretary-General shall consult the Members of the Union; a Member shall be deemed to have assented if it has not replied within four months after its opinion has been requested.

ARTICLE 2

Rights and Obligations of Members

- 7 1. Members of the Union shall have the rights and shall be subject to the obligations provided for in the Convention.
- 8 2. Rights of Members in respect of their participation in the conferences, meetings and consultations of the Union are:
 - 9 *a*) all Members shall be entitled to participate in conferences of the Union, shall be eligible for election to the Administrative Council and shall have the right to nominate candidates for election to any of the permanent organs of the Union;
 - 9 *b*) each Member shall have one vote at all conferences of the Union, at all meetings of the International Consultative Committee and, if it is a Member of the Administrative Council, at all sessions of that Council;
 - 10 *c*) each Member shall also have one vote in all consultations carried out by correspondence.

ARTICLE 3

Seat of the Union

- 11 The seat of the Union shall be at Geneva.

ARTICLE 4

Purposes of the Union

- 12 1. The purposes of the Union are:
 - 13 *a*) to maintain and extend international cooperation for the improvement and rational use of telecommunications of all kinds;
 - 13 *b*) to promote the development of technical facilities and their most

- efficient operation with a view to improving the efficiency of telecommunications services, increasing their usefulness and making them, so far as possible, generally available to the public;
- to harmonize the actions of nations in the attainment of those ends.
2. To this end, the Union shall in particular:
 - a) effect allocation of the radio frequency spectrum and registration of radio frequency assignments in order to avoid harmful interference between radio stations of different countries;
 - b) coordinate efforts to eliminate harmful interference between radio stations of different countries and to improve the use made of the radio frequency spectrum;
 - c) coordinate efforts with a view to harmonizing the development of telecommunications facilities, notably those using space techniques, with a view to full advantage being taken of their possibilities;
 - d) foster collaboration among its Members with a view to the establishment of rates at levels as low as possible consistent with an efficient service and taking into account the necessity for maintaining independent financial administration of telecommunication on a sound basis;
 - e) foster the creation, development and improvement of telecommunication equipment and networks in developing countries by every means at its disposal, especially its participation in the appropriate programmes of the United Nations;
 - f) promote the adoption of measures for ensuring the safety of life through the cooperation of telecommunication services;
 - g) undertake studies, make regulations, adopt resolutions, formulate recommendations and opinions, and collect and publish information concerning telecommunication matters.

ARTICLE 5

Structure of the Union

- 22 The Union shall comprise the following organs:
 1. the Plenipotentiary Conference, which is the supreme organ of the Union;
 2. administrative conferences;
 3. the Administrative Council;
 4. the permanent organs of the Union, which are:

- a) the General Secretariat;
- 26 b) the International Frequency Registration Board (I.F.R.B.);
- 27 c) the International Radio Consultative Committee (C.I.R.);
- 28 d) the International Telegraph and Telephone Consultative Committee (C.C.I.T.T.).

ARTICLE 6

Plenipotentiary Conference

- 29 1. The Plenipotentiary Conference shall be composed of delegations representing Members. It shall be convened at regular intervals and normally every five years.
- 30 2. The Plenipotentiary Conference shall:
 - a) determine the general policies for fulfilling the purposes of the Union prescribed in Article 4 of this Convention;
 - 31 b) consider the report by the Administrative Council on the activities of all the organs of the Union since the previous Plenipotentiary Conference;
 - 32 c) establish the basis for the budget of the Union and determine a fiscal limit for the expenditure of the Union until the next Plenipotentiary Conference after considering a programme of the administrative conferences and meetings of the Union foreseen in that period;
 - 33 d) fix the basic salaries, the salary scales and the system of allowances and pensions for all the officials of the Union; and, if necessary, provide any general directives dealing with the staffing of the Union;
 - 34 e) examine the accounts of the Union and finally approve them, if appropriate;
 - 35 f) elect the Members of the Union which are to serve on the Administrative Council;
 - 36 g) elect the Secretary-General and the Deputy Secretary-General and fix the dates of their taking office;
 - 37 h) elect the members of the I.F.R.B. and fix the dates of their taking office;
 - 38 i) revise the Convention if it considers this necessary;

- 39 *i)* conclude or revise, if necessary, agreements between the Union and other international organizations, examine any provisional agreements with such organizations concluded, on behalf of the Union, by the Administrative Council, and take such measures in connection therewith as it deems appropriate;

- 40 *b)* deal with such other telecommunication questions as may be necessary.

ARTICLE 7

Administrative Conferences

- 41 1. Administrative conferences of the Union shall comprise:
a) world administrative conferences;
b) regional administrative conferences.

- 42 2. Administrative conferences shall normally be convened to consider specific telecommunication matters. Only items included in their agenda may be discussed by such conferences. The decisions of such conferences must in all circumstances be in conformity with the provisions of the Convention.

- 43 3. (1) The agenda of a world administrative conference may include:
a) the partial revision of the Administrative Regulations mentioned in 371;

- 44 *b)* exceptionally, the complete revision of one or more of those Regulations;

- 45 *c)* any other question of a worldwide character within the competence of the conference.

- 46 (2) The agenda of a regional administrative conference may provide only for specific telecommunication questions of a regional nature, including instructions to the International Frequency Registration Board regarding its activities in respect of the region concerned, provided such instructions do not conflict with the interests of other regions. Furthermore, the decisions of such a conference must in all circumstances be in conformity with the provisions of the Administrative Regulations.

ARTICLE 8

Administrative Council

- 47 1. (1) The Administrative Council shall be composed of thirty-six Members of the Union elected by the Plenipotentiary Conference with due regard to the need for equitable distribution of the seats on the Council

among all regions of the world. Except in the case of vacancies arising as provided for in the General Regulations, the Members of the Union elected to the Administrative Council shall hold office until the date on which a new Administrative Council is elected by the Plenipotentiary Conference. They shall be eligible for re-election.

- 48 (2) Each Member of the Council shall appoint a person to serve on the Council who may be assisted by one or more advisers.

- 49 2. The Administrative Council shall adopt its own rules of procedure.

- 50 3. In the interval between Plenipotentiary Conferences the Administrative Council shall act on behalf of the Plenipotentiary Conference within the limits of the powers delegated to it by the latter.

- 51 4. (1) The Administrative Council shall take all steps to facilitate the implementation by the Members of the provisions of the Convention, of the Administrative Regulations, of the decisions of the Plenipotentiary Conference, and, where appropriate, of the decisions of other conferences and meetings of the Union, and perform any duties assigned to it by the Plenipotentiary Conference.

- 52 (2) It shall ensure the efficient coordination of the work of the Union and exercise effective financial control over its permanent organs.

- 53 (3) It shall promote international cooperation for the provision of technical cooperation to the developing countries by every means at its disposal, especially through the participation of the Union in the appropriate programmes of the United Nations, in accordance with the purposes of the Union, one of which is to promote by all possible means the development of telecommunications.

ARTICLE 9

General Secretariat

- 54 1. (1) The General Secretariat shall be directed by a Secretary-General, assisted by one Deputy Secretary-General.

- 55 (2) The Secretary-General and the Deputy Secretary-General shall take up their duties on the dates determined at the time of their election. They shall normally remain in office until dates determined by the following Plenipotentiary Conference, and they shall be eligible for re-election.

- 56 (3) The Secretary-General shall take all the action required to ensure economic use of the Union's resources and he shall be responsible to the Administrative Council for all the administrative and financial aspects of the Union's activities. The Deputy Secretary-General shall be responsible to the Secretary-General.

58 2. (1) If the post of Secretary-General falls vacant, the Deputy Secretary-General shall succeed to it and shall remain in office until a date determined by the following Plenipotentiary Conference. He shall be eligible for election to that office.

59 (2) If the post of Deputy Secretary-General falls vacant more than 180 days prior to the date set for the convening of the next Plenipotentiary Conference, the Administrative Council shall appoint a successor for the balance of the term.

60 (3) If the posts of the Secretary-General and the Deputy Secretary-General fall vacant simultaneously, the Director of the International Consultative Committee who has been longer in office shall discharge the duties of Secretary-General for a period not exceeding 90 days. The Administrative Council shall appoint a Secretary-General and, if the vacancies occur more than 180 days prior to the date set for the convening of the next Plenipotentiary Conference, a Deputy Secretary-General. An official thus appointed by the Administrative Council shall serve for the balance of the term for which his predecessor was elected. Such officials shall be eligible for election as Secretary-General and/or Deputy Secretary-General at the Plenipotentiary Conference.

61 3. The Secretary-General shall act as the legal representative of the Union.

62 4. The Deputy Secretary-General shall assist the Secretary-General in the performance of his duties and undertake such specific tasks as may be entrusted to him by the Secretary-General. He shall perform the duties of the Secretary-General in the absence of the latter.

ARTICLE 10

International Frequency Registration Board

63 1. The International Frequency Registration Board (I.F.R.B.) shall consist of five independent members, elected by the Plenipotentiary Conference. These members shall be elected from the candidates sponsored by countries. Members of the Union, in such a way as to ensure equitable distribution amongst the regions of the world. Each Member of the Union may propose only one candidate who shall be a national of its country.

64 2. The members of the International Frequency Registration Board shall serve, not as representing their respective countries, or of a region, but as custodians of an international public trust.

65 3. The essential duties of the International Frequency Registration Board shall be:

a) to effect an orderly recording of frequency assignments made by the different countries so as to establish, in accordance with the procedure provided for in the Radio Regulations and in accordance with any decision which may be taken by competent conferences of the Union, the date, purpose and technical characteristics of each of these assignments, with a view to ensuring formal international recognition thereof;

66 b) to effect, in the same conditions and for the same purpose, an orderly recording of the positions assigned by countries to geostationary satellites;

67 c) to furnish advice to Members with a view to the operation of the maximum practicable number of radio channels in those portions of the spectrum where harmful interference may occur, and with a view to the equitable, effective and economical use of the geostationary satellite orbit;

68 d) to perform any additional duties, concerned with the assignment and utilization of frequencies and with the utilization of the geostationary satellite orbit, in accordance with the procedures provided for in the Radio Regulations, and as prescribed by a competent conference of the Union, or by the Administrative Council with the consent of a majority of the Members of the Union, in preparation for or in pursuance of the decisions of such a conference;

69 e) to maintain such essential records as may be related to the performance of its duties.

ARTICLE 11

International Consultative Committee

70 1. (1) The duties of the International Radio Consultative Committee (C.C.I.R.) shall be to study technical and operating questions relating specifically to radiocommunication and to issue recommendations on them.

71 (2) The duties of the International Telegraph and Telephone Consultative Committee (C.C.I.T.T.) shall be to study technical, operating and tariff questions relating to telegraphy and telephony and to issue recommendations on them.

72 (3) In the performance of its studies, each Consultative Committee shall pay due attention to the study of questions and to the formulation of recommendations directly connected with the establishment, development and improvement of telecommunication in developing countries in both the regional and international fields.

73 2. The International Consultative Committees shall have as members:

- a) of right, the administrations of all Members of the Union;*
- b) any recognized private operating agency which, with the approval of the Member which has recognized it, expresses a desire to participate in the work of these Committees.*

75 3. Each International Consultative Committee shall work through the medium of:

- a) its Plenary Assembly;*
- b) study groups set up by it;*
- c) a Director, elected by a Plenary Assembly and appointed in accordance with the General Regulations.*

78 4. There shall be a World Plan Committee, and such Regional Plan Committees as may be jointly approved by the Plenary Assemblies of the International Consultative Committees. These Plan Committees shall develop a General Plan for the international telecommunication network to facilitate coordinated development of international telecommunication services. They shall refer to the International Consultative Committees questions the study of which is of particular interest to developing countries and which are within the terms of reference of those Consultative Committees.

79 5. The working arrangements of the International Consultative Committees are defined in the General Regulations.

ARTICLE 12

Coordination Committee

80 1. (1) The Coordination Committee shall assist and advise the Secretary-General on all administrative, financial and technical cooperation matters affecting more than one permanent organ, and on external relations and public information, keeping fully in view the decisions of the Administrative Council and the interest of the Union as a whole.

81 (2) The Committee shall also consider any important matters referred to it by the Administrative Council. After examining them, the Committee shall report, through the Secretary-General, to the Council.

82 2. The Coordination Committee shall be composed of the Deputy Secretary-General, the Directors of the International Consultative Committees and the Chairman of the International Frequency Registration Board and shall be presided over by the Secretary-General.

ARTICLE 13

Elected Officials and Staff of the Union

83 1. (1) In the performance of their duties, neither the elected officials nor the staff of the Union shall seek or accept instructions from any government or from any other authority outside the Union. They shall refrain from acting in any way which is incompatible with their status as international officials.

84 (2) Each Member shall respect the exclusively international character of the duties of the elected officials and of the staff of the Union, and refrain from trying to influence them in the performance of their work.

85 (3) No elected official or any member of the staff of the Union shall participate in any manner or have any financial interest whatsoever in any enterprise concerned with telecommunications, except as part of their duties. However, the term "financial interest" is not to be construed as applying to the continuation of retirement benefits accruing in respect of previous employment or service.

86 2. The Secretary-General, the Deputy Secretary-General and the Directors of the International Consultative Committees and desirably also the members of the International Frequency Registration Board shall all be nationals of different countries. Members of the Union. At their election, due consideration should be given to the principles embodied in 87 and to the appropriate geographical distribution amongst the regions of the world.

87 3. The paramount consideration in the recruitment of staff and in the determination of the conditions of service shall be the necessity of securing for the Union the highest standards of efficiency, competence and integrity. Due regard shall be paid to the importance of recruiting the staff on as wide a geographical basis as possible.

ARTICLE 14

Organization of the Work and Conduct of Discussions at Conferences and other Meetings

88 1. For the organization of their work and the conduct of their discussions, conferences and the Plenary Assemblies and meetings of the International Consultative Committees shall apply the Rules of Procedure in the General Regulations.

89 2. Each conference and Plenary Assembly or meeting of an International Consultative Committee may adopt such rules of procedure in amplification of those in the Rules of Procedure as it considers to be indispensable. Such additional rules of procedure must, however, be compatible with the Convention and General Regulations; in the case of those adopted by Plenary Assemblies and study groups, they shall be published in the form of a resolution in the documents of the Plenary Assemblies.

ARTICLE 15

Finances of the Union

- 90 1. The expenses of the Union shall comprise the costs of:
 91 a) the Administrative Council and the permanent organs of the Union;
 92 b) Plenary Assemblies, Conferences and world administrative conferences.
- 93 2. The expenses of the Union shall be met from the contributions of its Members, each Member paying a sum proportional to the number of units in the class of contribution it has chosen from the following scale:

30 Unit class	5 Unit class
25 " "	4 " "
20 " "	3 " "
18 " "	2 " "
15 " "	1 1/2 " "
13 " "	1 " "
10 " "	1/2 " "
8 " "	" "

93 3. Members shall be free to choose their class of contribution for defraying Union expenses.

94 4. No reduction in a unit classification established in accordance with the Convention can take effect during the life of this Convention.

95 5. Expenses incurred by the regional administrative conferences referred to in 42 shall be borne in accordance with their unit classification by all the Members of the region concerned and, where appropriate, on the same basis by any Members of other regions which have participated in such conferences.

96 6. Members shall pay in advance their annual contributory shares, calculated on the basis of the budget approved by the Administrative Council.

97 7. A Member which is in arrear in its payments to the Union shall lose its right to vote as defined in 9 and 10 for so long as the amount of its arrears equals or exceeds the amount of the contribution due from it for the preceding two years.

98 8. The provisions which apply to the financial contributions by recognized private operating agencies, scientific or industrial organizations and international organizations are in the General Regulations.

ARTICLE 16

Languages

99 1. (1) The official languages of the Union shall be Chinese, English, French, Russian and Spanish.
 100 (2) The working languages of the Union shall be English, French and Spanish.

101 (3) In case of dispute, the French text shall prevail.

102 2. (1) The final documents of the Plenary Assembly and administrative conferences, their final acts, protocols, resolutions, recommendations and opinions, shall be drawn up in the official languages of the Union, in versions equivalent in form and content.

103 (2) All other documents of these conferences shall be issued in the working languages of the Union.

104 3. (1) The official service documents of the Union as prescribed by the Administrative Regulations shall be published in the five official languages.

105 (2) All other documents for general distribution prepared by the Secretary-General in the course of his duties shall be drawn up in the three working languages.

106 4. At conferences of the Union and at meetings of the International Consultative Committees and of the Administrative Council, the debates shall be conducted with the aid of an efficient system of reciprocal interpretation between the five official languages. When, however, all participants in a conference or in a meeting so agree, the debates may be conducted in fewer than the five languages mentioned above. Interpretation between these languages and Arabic shall be effected at Plenary Assembly and administrative conferences of the Union.

ARTICLE 17

Legal Capacity of the Union

- 107 The Union shall enjoy in the territory of each of its Members such legal capacity as may be necessary for the exercise of its functions and the fulfilment of its purposes.

CHAPTER II

General Provisions relating to Telecommunications

ARTICLE 18

**The Right of the Public to use
the International Telecommunication Service**

- 108 Members recognize the right of the public to correspond by means of the international service of public correspondence. The services, the charges and the safeguards shall be the same for all users in each category of correspondence without any priority or preference.

ARTICLE 19

Stoppage of Telecommunications

- 109 1. Members reserve the right to stop the transmission of any private telegram which may appear dangerous to the security of the State or contrary to their laws, to public order or to decency, provided that they immediately notify the office of origin of the stoppage of any such telegram or any part thereof, except when such notification may appear dangerous to the security of the State.

- 110 2. Members also reserve the right to cut off any other private telecommunications which may appear dangerous to the security of the State or contrary to their laws, to public order or to decency.

ARTICLE 20

Suspension of Services

- 111 Each Member reserves the right to suspend the international telecommunication service for an indefinite time, either generally or only for certain relations and/or for certain kinds of correspondence, outgoing, incoming or in transit, provided that it immediately notifies such action to each of the other Members through the medium of the Secretary-General.

ARTICLE 21

Responsibility

- 112 Members accept no responsibility towards users of the international telecommunication services, particularly as regards claims for damages.

ARTICLE 22

Secrecy of Telecommunications

- 113 1. Members agree to take all possible measures, compatible with the system of telecommunication used, with a view to ensuring the secrecy of international correspondence.
- 114 2. Nevertheless, they reserve the right to communicate such correspondence to the competent authorities in order to ensure the application of their internal laws or the execution of international conventions to which they are parties.

ARTICLE 23

**Establishment, Operation, and Protection
of Telecommunication Channels and Installations**

- 115 1. Members shall take such steps as may be necessary to ensure the establishment, under the best technical conditions, of the channels and installations necessary to carry on the rapid and uninterrupted exchange of international telecommunications.
- 116 2. So far as possible, these channels and installations must be operated by the methods and procedures which practical operating experience has shown to be the best. They must be maintained in proper operating condition and kept abreast of scientific and technical progress.
- 117 3. Members shall safeguard these channels and installations within their jurisdiction.

- 118 4. Unless other conditions are laid down by special arrangements, each Member shall take such steps as may be necessary to ensure maintenance of those sections of international telecommunication circuits within its control.

ARTICLE 24

Notification of Infringements

- 119 In order to facilitate the application of the provisions of Article 44 Members undertake to inform one another of infringements of the provisions of this Convention and of the Regulations annexed thereto.

ARTICLE 25

Priority of Telecommunications concerning Safety of Life

- 120 The international telecommunication services must give absolute priority to all telecommunications concerning safety of life at sea, on land, in the air or in outer space, as well as to epidemiological telecommunications of exceptional urgency of the World Health Organization.

ARTICLE 26

Priority of Government Telegrams and Telephone Calls

- 121 Subject to the provisions of Articles 25 and 36 government telegrams shall enjoy priority over other telegrams when priority is requested for them by the sender. Government telephone calls may also be given priority, upon specific request and to the extent practicable, over other telephone calls.

ARTICLE 27

Secret Language

- 122 1. Government telegrams and service telegrams may be expressed in secret language in all relations.
- 123 2. Private telegrams in secret language may be admitted between all countries with the exception of those which have previously notified, through the medium of the Secretary-General, that they do not admit this language for that category of correspondence.

- 124 3. Members which do not admit private telegrams in secret language originating in or destined for their own territory must let them pass in transit, except in the case of suspension of service provided for in Article 20.

ARTICLE 28

Charges and Free Services

- 125 The provisions regarding charges for telecommunications and the various cases in which free services are accorded are set forth in the Administrative Regulations annexed to this Convention.

ARTICLE 29

Rendering and Settlement of Accounts

- 126 The settlement of international accounts shall be regarded as current transactions and shall be effected in accordance with the current international obligations of the countries concerned, in those cases where their governments have concluded arrangements on this subject. Where no such arrangements have been concluded, and in the absence of special agreements made under Article 31, these settlements shall be effected in accordance with the Administrative Regulations.

ARTICLE 30

Monetary Unit

- 127 The monetary unit used in the composition of the tariffs of international telecommunication services and in the establishment of the international accounts shall be the gold franc of 100 centimes, of a weight of 10/31 of a gramme and of a fineness of 0.900.

ARTICLE 31

Special Arrangements

- 128 Members reserve for themselves, for the private operating agencies recognized by them and for other agencies duly authorized to do so, the right to make special arrangements on telecommunication matters which do not concern Members in general. Such arrangements, however, shall not be in conflict with the terms of this Convention or of the Administrative Regulations annexed thereto, so far as concerns the harmful interference which their operation might be likely to cause to the radio services of other countries.

ARTICLE 32

Regional Conferences, Arrangements and Organizations

129 Members reserve the right to convene regional conferences, to make regional arrangements and to form regional organizations, for the purpose of settling telecommunication questions which are susceptible of being treated on a regional basis. Such arrangements shall not be in conflict with this Convention.

CHAPTER III

Special Provisions for Radio

ARTICLE 33

Rational Use of the Radio Frequency Spectrum and of the Geostationary Satellite Orbit

130 1. Members shall endeavour to limit the number of frequencies and the spectrum space used to the minimum essential to provide in a satisfactory manner the necessary services. To that end they shall endeavour to apply the latest technical advances as soon as possible.

131 2. In using frequency bands for space radio services Members shall bear in mind that radio frequencies and the geostationary satellite orbit are limited natural resources, that they must be used efficiently and economically so that countries or groups of countries may have equitable access to both in conformity with the provisions of the Radio Regulations according to their needs and the technical facilities at their disposal.

ARTICLE 34

Intercommunication

132 1. Stations performing radiocommunication in the mobile service shall be bound, within the limits of their normal employment, to exchange radiocommunication reciprocally without distinction as to the radio system adopted by them.

133 2. Nevertheless, in order not to impede scientific progress, the provisions of 132 shall not prevent the use of a radio system incapable of communicating with other systems, provided that such incapacity is due to the specific nature of such system and is not the result of devices adopted solely with the object of preventing intercommunication.

134 3. Notwithstanding the provisions of 132, a station may be assigned to a restricted international service of telecommunication, determined by the purpose of such service, or by other circumstances independent of the system used.

ARTICLE 35

Harmful Interference

135 1. All stations, whatever their purpose, must be established and operated in such a manner as not to cause harmful interference to the radio services or communications of other Members or of recognized private operating agencies, or of other duly authorized operating agencies which carry on radio service, and which operate in accordance with the provisions of the Radio Regulations.

136 2. Each Member undertakes to require the private operating agencies which it recognizes and the other operating agencies duly authorized for this purpose, to observe the provisions of 135.

137 3. Further, the Members recognize the desirability of taking all practicable steps to prevent the operation of electrical apparatus and installations of all kinds from causing harmful interference to the radio services or communications mentioned in 135.

ARTICLE 36

Distress Calls and Messages

138 Radio stations shall be obliged to accept, with absolute priority, distress calls and messages regardless of their origin, to reply in the same manner to such messages, and immediately to take such action in regard thereto as may be required.

ARTICLE 37

False or deceptive Distress, Urgency, Safety or Identification Signals

139 Members agree to take the steps required to prevent the transmission or circulation of false or deceptive distress, urgency, safety or identification signals, and to collaborate in locating and identifying stations transmitting such signals from their own country.

ARTICLE 38

Installations for National Defence Services

140 1. Members retain their entire freedom with regard to military radio installations of their army, naval and air forces.

141 2. Nevertheless, these installations must, so far as possible, observe statutory provisions relative to giving assistance in case of distress and to the measures to be taken to prevent harmful interference, and the provisions of the Administrative Regulations concerning the types of emission and the frequencies to be used, according to the nature of the service performed by such installations.

142 3. Moreover, when these installations take part in the service of public correspondence or other services governed by the Administrative Regulations annexed to this Convention, they must, in general, comply with the regulatory provisions for the conduct of such services.

CHAPTER IV

Relations with the United Nations and with International Organizations

ARTICLE 39

Relation with the United Nations

143 1. The relationship between the United Nations and the International Telecommunication Union is defined in the Agreement concluded between these two organizations, the text of which appears in Annex 3 to this Convention.

144 2. In accordance with the provision of Article XVI of the above-mentioned Agreement, the telecommunication operating services of the United Nations shall be entitled to the rights and bound by the obligations of this Convention and of the Administrative Regulations annexed thereto. Accordingly, they shall be entitled to attend all conferences of the Union, including meetings of the International Consultative Committee, in a consultative capacity.

ARTICLE 40

Relations with International Organizations

145 In furtherance of complete international coordination on matters affecting telecommunication, the Union shall cooperate with international organizations having related interests and activities.

CHAPTER V

Application of the Convention and the Regulations

ARTICLE 41

Basic Provisions and General Regulations

146 In the case of an inconsistency between a provision in the first part of the Convention (Basic Provisions, 1 to 170) and a provision in the second part of the Convention (General Regulations, 201 to 571) the former shall prevail.

ARTICLE 42

Administrative Regulations

147 1. The provisions of the Convention are completed by the Administrative Regulations which regulate the use of telecommunication and shall be binding on all Members.

148 2. Ratification of this Convention in accordance with Article 45 or accession in accordance with Article 46 involves acceptance of the Administrative Regulations in force at the time of ratification or accession.

149 3. Members shall inform the Secretary-General of their approval of any revision of these Regulations by competent administrative conferences. The Secretary-General shall inform Members promptly regarding receipt of such notifications of approval.

150 4. In case of inconsistency between a provision of the Convention and a provision of the Administrative Regulations, the Convention shall prevail.

ARTICLE 43

Validity of Administrative Regulations in Force

- 151 The Administrative Regulations referred to in 147 are those in force at the time of signature of this Convention. They shall be regarded as annexed to this Convention and shall remain valid, subject to such partial revisions as may be adopted in consequence of the provisions of 44 until the time of entry into force of new Regulations drawn up by the competent world administrative conferences to replace them as annexes to this Convention.

ARTICLE 44

Execution of the Convention and Regulations

- 152 1. The Members are bound to abide by the provisions of this Convention and the Administrative Regulations in all telecommunication offices and stations established or operated by them which engage in international services or which are capable of causing harmful interference to radio services of other countries, except in regard to services exempted from these obligations in accordance with the provisions of Article 38.
- 153 2. They are also bound to take the necessary steps to impose the observance of the provisions of this Convention and of the Administrative Regulations upon private operating agencies authorized by them to establish and operate telecommunications and which engage in international services or which operate stations capable of causing harmful interference to the radio services of other countries.

ARTICLE 45

Ratification of the Convention

- 154 1. This Convention shall be ratified by the signatory governments in accordance with the constitutional rules in force in their respective countries. The instruments of ratification shall be deposited, in as short a time as possible, with the Secretary-General by diplomatic channel through the intermediary of the government of the country of the seat of the Union. The Secretary-General shall notify the Members of each deposit of ratification.
- 155 2. (1) During a period of two years from the date of entry into force of this Convention a signatory government, even though it may not have deposited an instrument of ratification in accordance with 154, shall enjoy the rights conferred on Members of the Union in 8 to 10.

- 156 (2) From the end of a period of two years from the date of entry into force of this Convention, a signatory government which has not deposited an instrument of ratification in accordance with 154 shall not be entitled to vote at any conference of the Union, or at any session of the Administrative Council, or at any meeting of any of the permanent organs of the Union, or during consultation by correspondence conducted in accordance with the provisions of the Convention until it has so deposited such an instrument. Its rights, other than voting rights, shall not be affected.

- 157 3. After the entry into force of this Convention in accordance with Article 32, each instrument of ratification shall become effective on the date of its deposit with the Secretary-General.

- 158 4. If one or more of the signatory governments do not ratify the Convention it shall not thereby be less valid for the governments which have ratified it.

ARTICLE 46

Accession to the Convention

- 159 1. The government of a country, not a signatory of this Convention, may accede thereto at any time subject to the provisions of Article 1.
- 160 2. The instrument of accession shall be deposited with the Secretary-General by diplomatic channel through the intermediary of the government of the country of the seat of the Union. Unless otherwise specified therein, it shall become effective upon the date of its deposit. The Secretary-General shall notify the Members of each accession when it is received and shall forward to each of them a certified copy of the act of accession.

ARTICLE 47

Denunciation of the Convention

- 161 1. Each Member which has ratified, or acceded to this Convention shall have the right to denounce it by a notification addressed to the Secretary-General by diplomatic channel through the intermediary of the government of the country of the seat of the Union. The Secretary-General shall advise the other Members thereof.
- 162 2. This denunciation shall take effect at the expiration of a period of one year from the day of the receipt of notification of it by the Secretary-General.